



À Gauche Autrement !

Club de réflexion et d'action

Siège social : Michel BOUILHOL, 8 impasse plein Sud, Rochetaillée, 42100 St- Etienne 04.77.33.95.41

La Charte d'A Gauche Autrement Adoptée par l'AG du 21 octobre 2010

I. Une boussole pour un club dans le vaste Monde

Dès sa création, en 1991, A Gauche Autrement a jugé nécessaire de fixer dans une « Charte » les raisons et les objectifs de son existence : une boussole dans un univers mondialisé, dont les valeurs, les règles, les forces et les puissances changent à grande vitesse. A la lumière de ces changements, tenant compte de notre expérience dans l'action politique, nous mettons à jour nos principes fixés en 1991 et révisés en 2001.

Que vivons-nous à présent ?

La fin de la guerre froide a d'abord semblé ouvrir un horizon de croissance dans la Paix, faisant passer à l'arrière plan batailles idéologiques et politiques. Mais elle s'est accompagnée d'une crise du politique, d'un dévoiement de la politique, auxquels il fallait faire face dans une pratique exigeante de l'action là où nous sommes présents. C'était le début de notre club.

Cependant l'horizon s'est encore assombri. Ni la France, ni l'Union Européenne n'ont su situer leurs exigences au niveau des changements en cours. La crise financière et économique venue des Etats-Unis, propagée à toute l'Europe, imprévue et sans issue apparente, révèle l'extrême complexité et la fragilité du monde. En mondialisant notre regard, nous observons des crises nombreuses qui se superposent et nous menacent : financiarisation extrême de l'économie, brouillages idéologiques, chômage, pauvretés multiples et immenses, montée des nationalismes, peurs écologiques et crise de notre mode de développement, vieillissement des populations, immigrations massives, conflits sur le partage de l'eau, du nucléaire et des matières premières. Les marchés semblent les maîtres d'un jeu tragique où se joue l'avenir et la cohésion de nos sociétés.

Espérer et avoir confiance ? Sûrement...

Cette vision lucide mais sombre altère notre capacité à espérer et à avoir confiance : dans les progrès scientifiques et technique, dans la capacité des Etats à répondre à ces déséquilibres, dans

l'action des hommes politiques. Elle semble tenir à l'écart une large fraction de la jeunesse, née dans ce monde incertain et obligée ou habituée à y faire face. Technologies, richesses, nouveaux usages du monde sont là, sans les valeurs et le partage social qui pourraient permettre à cette jeunesse de jouer un rôle essentiel dans la construction de l'avenir, qu'il s'agisse d'éducation, de culture, d'accès à l'emploi.

... Et toujours agir en liant réflexion et action

Car nous réaffirmons notre exigence fondatrice : lier la réflexion et l'action ; constituer un « intellectuel collectif » qui s'efforce de pratiquer, de se situer au coeur de la politique et pas seulement de discourir à son propos.

II. A quoi faut-il se confronter ?

Il y a sans doute 100 batailles à mener. Mais quelques unes nous paraissent essentielles.

L'écrasante domination de l'économie de marché

Est-ce une réalité indépassable ? Depuis le Moyen Age elle s'est imposée dans les sociétés et les Etats qui prenaient forme. La colonisation, puis la mondialisation, l'ont généralisée et approfondie, englobant progressivement activités et services, modifiant les modes de vie et d'échanges. Ainsi vont les règles dans l'Union Européenne et à l'OMC, tendant à réduire la part des activités spontanées et « non marchandes » à qui il faudrait imposer prix, règles et enjeux de concurrence. Cette domination n'est pas fatale. L'échange marchand est un progrès jusqu'au moment où il paralyse l'invention dans la société, sa mobilité et sa liberté. Que deviennent alors l'associativité, l'économie solidaire, les mutuelles, les organisations volontaires marginalisés par le capitalisme ?

Et celle de l'idéologie d'individualisme et de compétition

La force de la marchandisation vient sans doute de ce qu'elle est un support réel des initiatives, de la Liberté de chacun. Les Droits de l'Homme sont nés dans la suite de l'avancée des marchands, contre le corsetage des activités et de la pensée humaine, pour la liberté de l'échange, générateurs de nouveaux modes de vie. Mais en débrillant

l'individualisme, la marchandisation tend à marginaliser l'égalité et la solidarité, qu'on peut aussi appeler « fraternité ». On voit alors se développer les déséquilibres sociaux, l'arrogance des riches et la reproduction sociale des inégalités. Comment faire face sans tuer l'initiative et l'initiative, la responsabilité de chacun dans sa vie ? Tel est aussi l'enjeu de la bataille économique.

La défaite des Etats

Nous avons, à l'échelle de l'Histoire, vécu une brève période au cours de laquelle nous avons cru que l'Etat pouvait être l'instrument démocratique du progrès social comme de toutes formes de progrès, institué comme une sorte de perspective linéaire de l'avancée humaine. Mais, entraînés dans la mondialisation, les Etats perdent prise sur la réalité vivante des peuples qui brisent les frontières, migrent, partagent de nouvelles formes de culture, poussent toujours plus loin les possibilités d'épanouissement personnel, endossent la concurrence et la compétition comme idéologies de substitution aux Droits de l'Homme garantis par des Etats. Un adossement sur l'Etat, garant de l'existence du peuple citoyen et de l'intérêt général, est d'autant plus nécessaire que les formes nouvelles d'organisation politique sont pour l'heure en échec.

Quoique partisans résolus de l'Union Européenne, nous en venons à douter des perspectives qu'elle dessine.

Jusqu'alors ni cet Union, ni l'ONU, ni le G 8 ou le G 20 ne sont des substituts à l'exigence d'une forme d'administration démocratique du monde qui ne dilue pas l'acquis des Etats et ne prive pas les citoyens de leur pouvoir de délibération.

La Planète n'est pas inépuisable : le tournant écologique

Les hommes ont découvert que la Planète n'est pas inépuisable et que leur action peut mettre en cause notre survie. Les normes de consommation occidentales ne sont pas généralisables à l'humanité entière sans dommages irréversibles.

Et pourtant comment faire face à l'exigence d'une vie meilleure pour tous selon notre propre idéologie et sans mettre en cause nos standards ? Les instruments de mesure de la richesse individuelle et collective (le PIB...), les normes d'utilisation des biens gratuits de la planète sont « mis en examen ».

Il faut alors trouver les solutions et compromis qui permettront de dépasser cette faille majeure de cette idéologie occidentale : la richesse individuelle pour tous, sans limites, ni charges ni frais collectifs.

III. Des voies possibles pour le renouveau à Gauche

A ces défis, nous n'opposons pas un programme, utile mais lié au moment et aux circonstances de son application, mais la proposition d'une visée plus large où réapparaît l'utopie, une visée sans laquelle la politique risque de perdre son sens et sa destination. Face à la montée des inégalités et des injustices sociales, il faut refuser l'inacceptable et avoir la volonté de le transformer. Bref nous voulons affirmer une volonté politique et nous y tenir dans l'action.

Un nouveau pacte social est nécessaire

Le capitalisme n'est pas indépassable, mais plutôt que de ressortir de vieilles boîtes à outils idéologiques, de faire du compassionnel ou du catastrophisme, proposons avec modestie, mais obstination, des réformes de fond et cherchons les principes d'un nouveau pacte social.

La solidarité est l'exigence nécessaire pour un consensus démocratique fondateur de ce pacte, qui ne mette pas en cause les maigres ressources des uns et la possibilité pour les autres d'aller au bout de leur capacité d'entreprendre. Nous luttons pour que chacun puisse trouver une insertion dans la société et revendiquons l'application des droits sociaux, partie intégrante de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Rien ne peut se construire, encore moins être imposé, sans *un principe d'équité sociale*. Alors que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, il doit être au cœur de toute réforme, celle des retraites notamment. L'allongement de la durée de vie pose un grave problème pour les retraites.

Des solutions sont en débat dans la société. Il faut revendiquer et obtenir que tous aient une retraite décente avec des mécanismes de financement justes. Nous n'acceptons pas davantage que les inégalités prolifèrent : quartiers déshérités, sans-abri, malades privés de soins, collèges en perte de vue.

La question du chômage et des emplois précaires est au cœur de ce principe. Le service public est l'un des éléments précieux de son application.

On peut accepter des efforts à condition qu'ils soient justes et équitablement partagés. Il faut donc exiger *une réforme de la fiscalité* : c'est d'un bouclier contre toutes les inégalités dont nous avons besoin. Avec la crise, les écarts monstrueux de revenus deviennent intolérables. Le sentiment d'injustice conduit inexorablement à la révolte, à l'implosion sociale, aux extrémismes. L'équité, elle, conduit à la solidarité.

L'économie sociale et solidaire ne constitue pas une alternative au capitalisme, mais elle propose des solutions originales et peut participer à la

construction de ce pacte social. Associations, fondations, mutuelles, coopératives, commerce éthique, microcrédits, tentent de s'écarter de la logique du profit pour investir le terrain de la solidarité, de la juste répartition des richesses, de l'écologie, de l'insertion sociale. C'est une voie d'avenir.

Pour le renouveau du projet européen

Tel qu'il évolue, il accroît l'impuissance des Etats, sans apparition d'une structure de gouvernance démocratique. C'est la porte ouverte au pseudo libéralisme économique. Pour être à l'échelle des nouveaux enjeux du partage des richesses et de leur conservation, il faut une société européenne qui ne soit pas dominée par l'obsession capitaliste de « faire de l'argent » en marchandisant toutes activités, biens et services, échanges, lieux, images... Nous voulons une Union qui porte des valeurs humanistes et démocratique qui s'incarneront dans ses projets, son fonctionnement et ses réalisations.

L'Europe n'est pas une punition, mais un projet moteur qui réussira si nous sommes capables de le partager avec les citoyens. "

Repenser l'idée de croissance

Le PIB n'en est pas le seul ou le vrai critère. La croissance se mesure à sa capacité de préserver la dignité, l'intégrité, l'épanouissement de l'homme et le développement harmonieux du monde.

On peut alors avancer l'idée de « croissance raisonnée ».

Quant au concept de développement durable il peut, tel une nouvelle utopie, être un concept mobilisateur et fructueux pour tenter de concilier l'écologique, l'économique et le social que nos sociétés séparent gravement.

Il met aussi en avant *le principe vital de responsabilité*. Pour la première fois dans l'histoire des hommes, nous savons que notre façon de produire, de consommer, de conserver, que même nos gestes les plus quotidiens, devront répondre devant les générations futures de l'avenir de notre planète. Mais se sentir chacun responsable ne nous dispense pas de porter un regard critique et sans concession à l'égard des auteurs des désastres écologiques dans certaines zones du monde. Enfin, nous parlons respect de la nature mais il est important de rappeler qu'il y a au départ le respect de la personne et de la dignité humaine.

Education et formation tout au long de la vie

La formation et l'éducation sont le ciment de la démocratie. Pourtant l'école ne répond pas pleinement à cette vocation. Certes la tâche est rude car elle concentre en elle toutes les souffrances et les attentes de la société. Mais trop souvent les savoirs qu'elle privilégie (conceptuels), les valeurs qu'elle propose (compétition), les

filières qu'elle organise (de la série S aux classes préparatoires) sélectionnent, hiérarchisent et finalement rejettent un grand nombre d'élèves. La mission de l'Education nationale est triple : construire un socle commun de culture et de citoyenneté, permettre à chacun de valoriser ses talents et ses capacités quels qu'ils soient, donner à tous si nécessaire une seconde voire une troisième chance de s'intégrer professionnellement et socialement.

Mettre la société civile au premier rang de la vie politique

La société civile est vivante et pleine de ressources. Il est indispensable de les valoriser.

Le monde associatif, y compris les syndicats, est un terrain propice à l'approfondissement de la démocratie. Alors que nous vivons dans l'immédiateté, l'émotion, la tyrannie de l'opinion et des médias, il peut être le lieu d'une communication vraie, d'une distance, d'une réflexion qui se donne du temps, d'une participation à la décision, d'une prise de responsabilité, en somme d'une politisation différente. Il contribue à la construction collective de l'intérêt général qui n'appartient à personne et n'additionne pas les intérêts particuliers.

Car il n'y a pas de réformes sans l'adhésion des citoyens, pas d'adhésion sans recherches de consensus, pas de consensus sans dialogue. Tout ce qui met ainsi notre société en mouvement est source de transformation sociale. Tout ce qui la bloque ou la crispe la fait régresser.

Les partis politiques sont nécessaires à notre démocratie représentative. Mais ils restent des lieux de pouvoir peu propices au débat et leur capacité à renouveler notre démocratie et à débloquer notre société est faible. Les citoyens, forts de leur nouvelle individualité, de moyens d'information et de communication nouveaux sont d'ailleurs peu enclins à leur faire confiance. Notre club doit contribuer à une mise en mouvement. Nous servirons la gauche avec notre faculté d'ouverture, permettant ainsi l'adhésion d'individualités diverses qui ne se reconnaissent pas dans les partis mais qui aspirent au dialogue et à l'échange contradictoires.

Au-delà des outils traditionnels de la politique, nous sommes attentifs à l'émergence de nouvelles formes de débats, réseaux souvent informels, mobilisations sociales, luttes ponctuelles ou plus amples utilisant les technologies de la communication et des formes de sociabilité plus spontanées.

IV. Affirmer notre présence dans la bataille politique

Dés l'origine du club, nous avons jugé nécessaire de participer à toutes les formes du combat politique et donc aux élections.

Dans l'action, notre club présente des candidats aux élections locales et régionales.

Cet objectif implique une relative dépendance par rapport aux partis politiques « traditionnels » avec lesquels nous devons composer ; mais nous devons veiller à la sauvegarde de nos convictions, particulièrement lorsque nous sommes élus.

Pour ce faire, nous devons être exemplaires : *non cumul des mandats (un des enjeux majeurs de notre démocratie), distribution de la parole publique, respect de la pluralité des idées, acceptation des désaccords (voire développement d'une culture du débat sur le désaccord), discours vrai. Entendons par là dire ce que l'on peut faire, dire ce que l'on ne peut pas faire, refuser les slogans et les tentations populistes.*

Avec rigueur et responsabilité

Notre revendication d'être à « gauche » ne doit pas nous empêcher de nous réapproprier des concepts et conduites qui ne sont pas nécessairement de sa tradition. Ainsi en va-t-il du *concept de rigueur*. Dans le « pacte social » préconisé, il peut signifier autre chose que l'austérité et l'injustice, mais usage rigoureux et responsable des mécanismes budgétaires, respect absolu de l'argent public.

Quand le remboursement des intérêts de notre dette équivaut à l'impôt sur le revenu, *que reste-t-il pour des priorités absolues comme la santé, la recherche, la protection sociale ?* Car qui est le plus irrationnel et immoral aujourd'hui, des Etats qui s'endettent jusqu'à la faillite, sans pour cela réduire injustices et inégalités, ou des marchés qui ne font plus confiance dans la capacité de ces Etats à garantir l'argent qu'ils empruntent ?

Ainsi encore de *la volonté de responsabilité* des citoyens et du corps social : le droit de chacun, de chaque groupe social, dans la vie politique ne se mesure pas seulement à son poids électoral, mais aussi à sa capacité à être responsable au-delà de ses seuls intérêts.

Le club, ses membres et ses élus doivent porter cette exigence. Sans rigueur ni responsabilité, il n'y a pas de République et la démocratie risque d'être un leurre, face au pouvoir de l'argent et des médias.

V. « Autrement » : faire vivre un lieu d'ouverture et d'engagement

Nous sommes « *autrement* », parce que notre pratique n'est pas celle d'une certaine gauche « en panne ». C'est aussi l'expression d'une exigence que nous nous donnons à nous-mêmes. Nous sommes porteurs d'une ligne de la gauche, avec ses traditions et sa modernité. Mais « être à gauche » ne se suffit pas à soi-même.

Nous soumettons « la gauche », et notre club, objet politique atypique, à un regard critique. Pour chacun de nous : comment agir, comment penser pour que l'on nous reconnaisse à gauche ? Une gauche ouverte au débat, en recherche, jamais installée, qui ne sépare pas la réflexion de l'action, ni les principes de leurs applications. Ainsi nous pensons contribuer à faire gagner les valeurs de la gauche en favorisant son ouverture et à sa capacité à soutenir un dialogue, interne et externe, permettant la confrontation des positions et la construction des consensus qui ouvrent l'avenir et marquent un progrès de la démocratie. Une culture du débat, certes. Mais parfois aussi une culture du désaccord exprimé et discuté qui peut être source de convergences et réalisations concrètes.

A nous, chacun et collectivement, de faire vivre ces exigences et cette ambition.